

Des rivières et des nappes toujours dégradées

Une eau buvable au robinet, en abondance et bon marché : voilà un privilège que beaucoup de pays nous envient. Et une prouesse quotidienne dont nous n'avons généralement pas conscience. Au point d'en arroser nos pelouses et remplir nos chasses d'eau ; ce à quoi l'eau de pluie suffirait. Alors qu'il a fallu des kilomètres de canalisations, des centaines d'analyses et des traitements très poussés pour rendre potable cette eau tirée de rivières ou de nappes souterraines.

« Fuite en avant »

Car nos verres d'eau limpide masquent des sources souvent troubles. Si les factures sont plus salées en Bretagne, c'est tout simplement qu'il est plus coûteux d'y produire une eau saine. Parce que la ressource est plus dégradée qu'ailleurs, prix d'un demi-siècle de laisser-aller vis-à-vis des pollutions, notamment agricoles.

Cela fait trente ans que Jean-Claude Lefeuvre essaie de nous alerter. Depuis 1980, les rapports du biologiste rennais, professeur émérite au Muséum national d'histoire naturelle, expert incontesté des milieux aquatiques, mettent en évidence la dégradation continue des eaux



Thierry Creux

56 % des eaux de surface ne sont pas en bon état.

superficielles (rivières, lacs) et souterraines. En dépit des dizaines de milliards d'euros investis dans la prévention des pollutions.

Aujourd'hui, son constat est largement partagé. Plus de la moitié des nappes phréatiques et quatre rivières sur cinq contiennent des pesticides. Le scientifique dénonce « la fuite en avant » des pouvoirs publics. Au lieu de s'attaquer aux sources de pollution, on abandonne les captages trop riches en nitrates ; on connecte les

réseaux pour mélanger les eaux polluées avec d'autres meilleures ; on recourt à des traitements de plus en plus coûteux pour rendre l'eau potable.

Le milieu naturel, lui, accuse le coup. Les algues vertes sur le littoral, les « algues bleues » toxiques dans les rivières, les saumons qui disparaissent n'en sont que les manifestations les plus visibles.

Polluants émergents

Une directive européenne de 2000 impose aux États de remettre de l'ordre à l'échéance de 2015. « Nous serons loin d'atteindre le bon état écologique de l'eau des fleuves, rivières et nappes phréatiques », prévient le professeur Lefeuvre. Les chiffres lui donnent raison : 56 % des eaux de surface et 41 % des eaux souterraines ne sont pas, aujourd'hui, en « bon état ». Se profilent à l'horizon de nouvelles condamnations.

Derrrières ces pollutions connues, et qu'on est loin d'avoir endiguées, d'autres se révèlent peu à peu, au fur et à mesure que se perfectionnent les moyens de détection. Des centaines de substances chimiques, ignorées par la réglementation, ont été identifiées à des concentrations très faibles : résidus de pesticides

agricoles, de rejets industriels, de médicaments.

Certains de ces polluants « émergents » franchissent les filtres des usines de potabilisation et se retrouvent dans l'eau de consommation. « Il y a un large consensus scientifique pour dire que c'est davantage un enjeu environnemental que de santé publique, assure toutefois Gilles Boulanger, directeur technique de Suez-Lyonnaise des eaux, l'un des géants du secteur. Par exemple, le paracétamol, l'une des substances les plus présentes, ne dépasse pas 20 nanogrammes par litre. En consommant 2 litres par jour, il faudrait 70 ans pour ingérer 1 milligramme... »

Mais beaucoup de scientifiques commencent aussi à penser qu'une exposition prolongée à de faibles doses de substances nuisible – cancérogènes, perturbateurs endocriniens... – pourrait avoir des effets à long terme. Les traiteurs d'eau s'y intéressent de près et préparent les traitements de demain. « Mais le tout technique n'est pas la meilleure solution, pense Gilles Boulanger. Il faut aller vers la prévention et traiter les pollutions à la source. »

Serge POIROT.